

Cancers liés aux pesticides : le combat d'Alain Hubo au nom des agriculteurs malades

Par Stéphane Foucart (Tilly-Capelle [Pas-de-Calais], envoyé spécial)

Alain Hubo n'a aucune envie de pleurnicher, ni la moindre intention de susciter la compassion. Assis à la grande table de la salle à manger de sa ferme de Tilly-Capelle, dans le Pas-de-Calais, large sourire aux lèvres, ce grand gaillard volubile prévient qu'il ne se bat pas pour lui, mais *« surtout pour les autres, et pour faire avancer les choses »*. Les pesticides lui ont infligé un cancer de la lymphome, qui lui a laissé des séquelles, mais la maladie n'est pas revenue le tourmenter depuis près de vingt ans ; à 64 ans, sa carrière d'agriculteur est derrière lui et son exploitation de 140 hectares a été reprise par ses deux fils.

Mais il n'en a pas tout à fait fini avec l'agriculture. Depuis l'automne, il est engagé dans un bras de fer avec la Mutuelle sociale agricole (MSA) pour obtenir la totalité des indemnités prévues par la loi de 2020 pour les agriculteurs malades d'avoir utilisé des « phytos ». *« Son combat est important, car environ 650 agriculteurs sont dans la même situation »,* explique Antoine Lambert, le président de l'association Phyto-Victimes, qui le soutient. *« Si Alain gagne, cela permettra aux autres d'avoir accès à leurs droits. »*

Son histoire, il la raconte sans pathos et sans amertume, comme le résultat d'une sorte de fatalité. Ce qui le choque et le met en colère n'est pas tant la maladie qui plane sur sa vie depuis le mois de décembre 1995, ni ses causes, que la mesquinerie bureaucratique qui lui refuse une réparation. *« En 2020, la création du fonds d'indemnisation des victimes des pesticides [FIVP] a ouvert des droits à des indemnités complémentaires pour les agriculteurs reconnus en maladie professionnelle »,* explique Hermine Baron, son avocate. *« Mais ceux qui doivent en être bénéficiaires n'en ont pas été informés par leur caisse : lorsque Alain Hubo a compris qu'il avait droit à ce complément de revenus, la MSA a refusé de lui verser tous les arriérés, ce que nous contestons. »* Le tribunal judiciaire d'Arras lui a donné raison, le 5 novembre 2024, mais la MSA a annoncé faire appel du jugement – le bras de fer se poursuit, et de plus belle depuis l'ouverture du Salon international de l'agriculture. Contactée, la MSA affirme ne pas commenter une affaire en cours.

Une boule dans le cou

Un bras de fer, pourquoi ? Les sommes engagées ne reflètent guère la sévérité des maladies et de leurs séquelles qu'elles indemnisent. A partir de 2019, Alain Hubo reçoit une indemnité mensuelle de 162 euros, correspondant à un taux d'indemnisation de 30 %. En 2023, ce taux est réévalué à 70 %, complété par le FIVP d'un peu plus de 250 euros par mois... mais avec deux ans de rétroactivité seulement, alors que le dispositif existe depuis janvier 2020. Le manque à gagner, pour lui, est maigre. *« Ce n'est pas beaucoup, mais ce n'est pas pour l'argent que j'y vais. Moi, je ne suis pas à plaindre, dit-il. Il y a bien d'autres agriculteurs qui sont, eux aussi, tombés malades et qui ne touchent presque rien. »*

La maladie est à la fois lointaine et toujours présente. En 1995, il a 35 ans, trois enfants, il tient un petit cabinet d'assurance et, parallèlement, est installé depuis près de dix ans en polyculture-élevage. Désherbage avec pulvérisateur à dos, traitement des bâtiments d'élevage à l'insecticide, des silos, utilisation de produits antiparasitaires pour le bétail, manipulation de semences prétraitées... *« J'ai fait du lin, des pois, de la pomme de terre, de la betterave, du colza, des céréales, et j'ai utilisé les produits associés à chacune de ces cultures », raconte-t-il. Dès l'âge de 12 ans, j'ai aussi travaillé avec mon père sur les parcelles, à une époque où l'on ne faisait pas du tout attention aux produits. Mon père faisait ses mélanges à la main, dans les bassines. Il avait les bras tout jaunes. »*

En décembre 1995, il sent une boule dans son cou. *« Je ne fumais pas, je ne buvais pas, je faisais du sport... j'ai cru que ce n'était rien »,* déclare-t-il. Sa gouaille et son sourire disparaissent un bref instant. *« Rien que d'en parler, j'ai les yeux qui pleurent, c'était quelque chose »,* dit-il. *Et, en même temps, je suis content parce que je suis encore en vie, j'en connais d'autres qui ne sont plus là. »* On lui diagnostique un lymphome non hodgkinien. Avec Parkinson, c'est la maladie la plus fréquemment associée aux pesticides de synthèse. A l'époque, quel âge ont les enfants ? Quand il perd une date, que sa mémoire flanche, la voix de Mylène, son épouse, résonne au fond de la maison et donne la réponse : 5 et 4 ans pour leurs deux garçons, 1 an pour leur fille. *« Ils ne se souviennent pas de grand-chose, raconte-t-il. Moi, je me souviens de la chimio, de la radiothérapie, et des vingt-deux jours dans une bulle, à l'hôpital Saint-Louis, après l'autogreffe. Je ne pouvais toucher personne, je ne voyais personne. »*

« On n'a pas le choix »

En septembre 1996, quelques semaines après son retour sur l'exploitation, il est rattrapé par les effets secondaires des traitements. Il s'effondre de douleur, ne peut plus s'alimenter. Il est hospitalisé à Lens (Pas-de-Calais). *« Je ne pesais plus que 40 kilos pour 1,80 mètre, je ne pouvais plus marcher, confie-t-il. La famille venait me dire au revoir, tout le monde disait : "Alain est condamné, il va mourir." Un prêtre est même venu me donner l'onction des morts. »* Il raconte son histoire sans colère avec, au contraire, la reconnaissance du survivant. Il finit par s'en sortir, et retourne à la ferme. En février 1997, il remonte sur son tracteur.

En 2006, il rechute. De nouveau, les traitements, les « rayons », la chimio. Depuis dix-huit ans, la maladie a disparu, et n'a laissé que des séquelles, souvent dues aux conséquences de la chimiothérapie et de la radiothérapie : des dents qui se déchaussent, la fatigue qui l'assomme, la vue qui s'altère vite, les phlébites... *« Aujourd'hui, si je rechute, je ne me battraï plus »,* dit-il.

Pourtant, tout ce temps passé à redouter le retour de la maladie, à la craindre aussi pour sa famille, Alain Hubo n'a jamais cessé d'utiliser les « phytos » sur son exploitation. *« A l'époque, on n'en parlait pas, ou alors on nous disait que l'on pouvait même boire du Roundup, soutient-il. Moi, je n'y ai jamais cru. »* Il peste contre les fabricants qui *« devraient vendre avec leurs produits le matériel pour se protéger »*, mais ajoute aussitôt qu'il ne peut faire autrement. *« On ne traite pas par plaisir, je suis bien placé pour le savoir, mais on n'a pas le choix. »* Passer au bio ? *« Avec 10 ou 20 hectares peut-être, mais sur 80 hectares, il faudrait trop de main-d'œuvre, trop de temps. Dans le Nord, avec notre climat, dès que l'on ne traite pas, ça repousse aussitôt, toutes les ordures [mauvaises herbes] reviennent, affirme-t-il. Ceux qui réussissent en bio font ça depuis longtemps, avec les bonnes techniques, mais,*

autour de nous, beaucoup de ceux qui se sont convertis reviennent au conventionnel au bout de quelques années. »

« Prenez une assurance-vie »

Faire du rendement n'est pas accessoire quand les investissements à amortir sont considérables. Sous le hangar attendent trois tracteurs, une moissonneuse : plusieurs centaines de milliers d'euros d'emprunt. *« On pourrait s'engager à réduire très fortement les traitements, mais à condition d'avoir des prix garantis », avance Alain Hubo. Et de ne pas tout faire venir de l'étranger, où tout est permis. »* Les techniques agronomiques, la rotation des cultures... tout ce qui permet de faire baisser les usages de la chimie semble bien théorique quand il faut gérer le risque météorologique, celui des ravageurs et des maladies des cultures, mais aussi guetter sans cesse l'état du marché et l'implantation de certaines cultures. *« Quand tout le monde fait du lin en même temps, c'est la catastrophe : il n'y a plus de marché ! »*

Dans la cour de la ferme, on demande à voir le « local phyto » : il montre une petite porte marquée d'un avertissement. Il l'ouvre et une forte odeur s'en dégage. Il prévient d'emblée qu'il n'entre plus là. C'est son fils Maxime, la trentaine, qui y pénètre d'un pas décidé, en ressort avec un bidon. *« Aujourd'hui, on fait beaucoup plus attention qu'à l'époque », explique-t-il. Il n'est pas inquiet. Alain Hubo, lui, l'est un peu plus. « Ma peur, c'est d'avoir transmis ça à mes enfants », explique-t-il. Je leur dis souvent : “Surveillez-vous, assurez-vous, prenez une assurance-vie, on ne sait jamais.” »*

[Cet article est paru dans La Matinale du Monde](#)

Illustration(s) :